

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

REP21/GP

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-quatrième session

Centre international de conférences, Genève (Suisse)

8-13 novembre 2021

RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

En ligne

8, 9, 11, 12, 15 et 17 février 2021

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX.....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	iv
RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	1
	Paragraphes
Introduction	1
Ouverture de la session	2-3
Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)	4
Questions soumises au Comité (point 2 de l'ordre du jour)	5-8
Informations sur les activités de la FAO et de l'OMS intéressant les travaux du CCGP (point 3 de l'ordre du jour)	9-13
Orientations sur les procédures applicables aux comités travaillant par correspondance (point 4 de l'ordre du jour)	14-23
Révisions/amendements de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)	24-27
Format et structure du <i>Manuel de procédure</i> du Codex (point 6 de l'ordre du jour).....	28-33
Document de réflexion sur le suivi de l'utilisation des normes du Codex (point 7 de l'ordre du jour).....	34-39
Document de travail sur le suivi des résultats du Codex dans le contexte des objectifs de développement durable (ODD) (point 8 de l'ordre du jour)	40-46
Autres questions (point 9 de l'ordre du jour)	47
Date et lieu de la prochaine session (point 10 de l'ordre du jour)	48

LISTE DES ANNEXES

	Pages
Annexe I : Liste des participants	9
Annexe II : Critères et orientations sur les procédures applicables aux comités du Codex et aux groupes intergouvernementaux spéciaux travaillant par correspondance	31

RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objectif	Texte/Sujet	Paragraphe(s)
Secrétariat du Codex Commission à sa 44 ^e session	Modifications rédactionnelles Soumission à la Commission à sa 44 ^e session	<ul style="list-style-type: none"> Il a été noté que le Secrétariat du Codex veillerait à ce que le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) soit cohérent avec le Manuel de procédure (MP) sur le plan rédactionnel avant d'envoyer une lettre circulaire aux membres du Codex, en vue de l'examen de ce projet par la Commission. Le Comité est convenu de transmettre le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) à la Commission pour adoption et insertion dans le MP, de préférence à la section III. 	22 23
Secrétariat du Codex Commission à sa 44 ^e session	Rédaction Soumission à la Commission à sa 44 ^e session	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité s'est déclaré favorable à ce que le Secrétariat du Codex prépare un document décrivant les amendements au <i>Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés</i> recommandés par le Secrétariat, avec des exemples illustrant les différentes modifications et séquences des opérations, ainsi que la numérotation et l'historique des versions, en tenant compte des observations formulées durant la trente-deuxième session du CCGP, pour examen à la prochaine session de la Commission, de manière que celle-ci confie éventuellement des travaux en la matière au CCGP. 	27
Secrétariat du Codex	Publication	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité est convenu que le Secrétariat du Codex procéderait à la mise au point d'une version électronique du MP, qui serait mise à disposition des membres pour test et examen avant d'être publiée en ligne. 	33
Secrétariat du Codex Comité exécutif à sa 81 ^e session Commission à sa 44 ^e session	Transmission	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité est convenu de transmettre les réflexions du CCGP au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission, qui détermineront la suite à donner. 	39 iv
Secrétariat du Codex Comité exécutif à sa 81 ^e session Commission à sa 44 ^e session	Transmission	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité est convenu de transmettre les résultats de ses débats au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission pour examen. 	46 iii

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AMS	Assemblée mondiale de la santé
CCGP	Comité du Codex sur les principes généraux
CRD	Document de séance
CTPC	Comités travaillant par correspondance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FPHN	Forum politique de haut niveau pour le développement durable
GTe	Groupe de travail électronique
ISO	Organisation internationale de normalisation
LMR	Limite maximale de résidus
MP	Manuel de procédure du Codex
ODD	Objectifs de développement durable
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OIG	Organisation internationale gouvernementale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OTC	Obstacles techniques au commerce
PCC	Point de contact du Codex
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
UE	Union européenne

INTRODUCTION

1. La trente-deuxième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) s'est tenue en ligne, les 8, 9, 11, 12, 15 et 17 février 2021, à l'invitation du gouvernement de la République française. M. Jean-Luc Angot (France) a présidé la session, qui comptait 481 inscrits représentant 94 pays membres, une organisation membre (Union européenne) et des observateurs de 24 organisations internationales gouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG) et d'agences des Nations Unies. La liste complète des participants figure à l'annexe I.

OUVERTURE DE LA SESSION¹

2. M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (France), et M. Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité (France), ont prononcé une allocution d'ouverture devant le Comité et souhaité la bienvenue à tous les participants. M. Markus Lipp, fonctionnaire principal chargé de la sécurité sanitaire des aliments à la division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Francesco Branca, directeur du département Nutrition et sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et M. Guilherme da Costa Junior, président de la Commission du Codex Alimentarius, ont également pris la parole.

Répartition des compétences²

3. Le Comité a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres conformément au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)³

4. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session.

QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ (point 2 de l'ordre du jour)⁴

5. Le Comité a pris note des questions soumises pour information à sa trente-deuxième session.
6. Lors de l'examen des recommandations formulées par le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius à sa quatre-vingtième session concernant le rapport du sous-comité sur « Le Codex et la pandémie – Enjeux stratégiques et perspectives », les délégations ont émis les observations suivantes :
 - elles ont salué les travaux du Comité exécutif et de son sous-comité sur « Le Codex et la pandémie – Enjeux stratégiques et perspectives » ;
 - elles ont souligné l'importance de consigner toutes les spécificités touchant aux procédures et à l'organisation pratique des sessions en ligne du Codex qui ont déjà eu lieu ou qui vont se tenir, afin d'évaluer à l'avenir le besoin éventuel de modifier ou de compléter les procédures du Codex ;
 - elles ont félicité la Commission pour sa gestion rapide et efficace de cette question ;
 - elles ont rappelé la consultation en cours entre le Secrétariat du Codex et les bureaux juridiques de la FAO et de l'OMS sur les questions relatives au vote et aux élections lors des sessions en ligne.
7. Les délégations ont également formulé des observations sur d'autres travaux menés par le Comité exécutif :
 - elles ont salué la reconstitution du sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et son nouveau mandat, notamment les efforts visant à faire reconnaître comme il se doit les travaux du Codex, en particulier dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du prochain Sommet sur les systèmes alimentaires de l'Organisation des Nations Unies ;
 - elles ont souligné l'importance de la mise en application des *Déclarations de principes concernant le rôle de la science*, en particulier l'élaboration d'indications destinées également aux membres et la participation de tous les membres du Codex à l'élaboration de ces indications⁵ ;

¹ Discours d'ouverture de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, France (GP/32 CRD/19) ; discours d'ouverture de M. Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, France (GP/32 CRD/20) ; discours d'ouverture de M. Guilherme da Costa Junior, président de la Commission du Codex Alimentarius (GP/32 CRD/21) ; discours d'ouverture de M. Branca (GP/32 CRD/22) ; discours d'ouverture de M. Lipp, FAO (GP/32 CRD/23).

² Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres (GP/32 CRD/01).

³ CX/GP 21/32/1.

⁴ CX/GP 21/32/2 ; CX/GP 21/32/2 Add.1 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine).

⁵ REP19/CAC, par. 12, point i ; REP21/EXEC1, par. 43, point iii ; CX/EXEC 19/77/10 ; CX/EURO 19/31/CRD9.

- elles ont noté la pertinence et l'actualité des débats sur la diffusion des sessions du Comité exécutif sur le web, tenus par ce dernier à sa quatre-vingtième session, en conformité avec les valeurs fondamentales du Codex que sont l'ouverture et la transparence.

Conclusion

8. Le Comité a pris note des informations fournies dans les documents de travail concernant les questions soumises au CCGP à sa trente-deuxième session.

INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS INTÉRESSANT LES TRAVAUX DU CCGP (point 3 de l'ordre du jour)⁶

9. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont présenté ce point de l'ordre du jour en donnant des informations sur les activités menées par leurs organisations respectives qui pourraient intéresser les travaux du CCGP, y compris sur des activités autres que celles décrites dans les documents de travail. Un bref état des lieux a également été dressé par le nouvel administrateur de programme du Fonds fiduciaire du Codex, qui a évoqué les difficultés de mise en œuvre liées à la pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour y faire face.
10. Plusieurs délégations ont salué les efforts accomplis par la FAO et l'OMS pour garantir la continuité des travaux pendant la pandémie, notamment en fournissant des orientations relatives à la COVID-19 pertinentes et fondées sur la science, des avis scientifiques à l'intention du Codex et divers outils de mise en œuvre et lignes directrices destinés à améliorer l'environnement de la production des denrées alimentaires et à promouvoir une alimentation saine. Par ailleurs, il a été souligné qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux relatifs à la fourniture d'avis scientifiques et de préserver leur financement, car cela était essentiel aux travaux d'élaboration de normes du Codex. Les membres ont également été encouragés à reconnaître et à faciliter les activités des experts nationaux participant aux travaux sur les avis scientifiques ainsi qu'à apporter des ressources pour appuyer leur participation.
11. L'importance du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) a été soulignée, ainsi que ses liens avec les travaux du Codex. Le mandat du quatrième sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif⁷ a été évoqué, notamment sa mission de prise en considération de la contribution que le Codex peut apporter et de la reconnaissance qu'il peut obtenir grâce à ses travaux essentiels sur les normes alimentaires dans le cadre de la participation de ses membres au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
12. Les délégués ont accueilli avec satisfaction l'étude de la FAO sur l'harmonisation internationale des limites maximales de résidus de pesticides dans le riz avec les normes du Codex et ont estimé qu'elle pourrait alimenter les débats sur le suivi de l'utilisation des normes du Codex (point 7 de l'ordre du jour de la trente-deuxième session du CCGP), car elle constitue un exemple d'étude de cas sur l'utilisation et les effets des normes du Codex.

Conclusion

13. Le Comité :
 - a pris note des informations actualisées communiquées par la FAO et l'OMS, notamment celles concernant le Fonds fiduciaire du Codex ;
 - a reconnu et salué le travail accompli par la FAO et l'OMS pour fournir des orientations techniques et des outils aux membres afin de les aider à faire face à la pandémie de COVID-19 ;
 - a encouragé la FAO et l'OMS à poursuivre leurs travaux préparatoires et leur contributions techniques pour favoriser la réussite du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et à faire participer le Codex à ces efforts, en particulier s'agissant des première et deuxième pistes d'action ;
 - a déclaré se réjouir de l'adoption de la résolution de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) et en attendre la mise en œuvre avec intérêt ;
 - a pris acte des efforts remarquables faits par les experts afin de continuer à fournir des avis scientifiques de sorte que les travaux du Codex puissent se poursuivre pendant la pandémie, et a encouragé les entités qui emploient les experts à faciliter les efforts qu'ils consentent ainsi qu'à apporter des ressources pour appuyer leur participation à cette entreprise internationale de première importance ;

⁶ CX/GP 21/32/3 ; CX/GP 21/32/3 Add.1 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur).

⁷ REP21/EXEC1, annexe II.

- a souligné qu'il restait important de réunir les ressources nécessaires à la production d'avis scientifiques, lesquels constituent le fondement des travaux du Codex ;
- s'est félicité des travaux menés par la FAO dans le cadre de l'étude sur l'utilisation des limites maximales de résidus de pesticides dans le riz établies par le Codex.

ORIENTATIONS SUR LES PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMITÉS TRAVAILLANT PAR CORRESPONDANCE (point 4 de l'ordre du jour)⁸

Introduction

14. Le président du groupe de travail électronique (GTe) chargé d'élaborer des orientations sur les procédures applicables aux comités travaillant par correspondance (CTPC) a présenté ce point de l'ordre du jour en rappelant le principal objectif des travaux. Il a indiqué qu'étant donné le report de la trente-deuxième session du CCGP dû à la pandémie de COVID-19, le GTe avait entrepris de rédiger le projet d'orientations et avait veillé à conserver la dynamique des travaux. Au vu de la pandémie et des perturbations qu'elle a entraînées quant au calendrier et aux modalités de travail des réunions du Codex, le GTe avait envisagé d'étendre l'objet de ces travaux aux réunions en ligne. Du fait de divergences de vues au sein du GTe, il avait été décidé que cette question serait soumise au CCGP à sa trente-deuxième session. Dans ce contexte, le président du GTe a évoqué les débats qui se sont tenus récemment au sein du Comité exécutif sur la question des réunions en ligne dans le cadre plus large de ses travaux sur le thème « Le Codex et la pandémie – Enjeux stratégiques et perspectives ». Le président du GTe a attiré l'attention sur le document de séance GP/32 CRD/04, qui tenait compte d'un certain nombre d'observations formulées par les délégations et visait à faciliter les débats qui se tiendraient à la trente-deuxième session du CCGP.
15. Le Comité est convenu que l'annexe du document de séance GP/32 CRD/04 servirait de base aux discussions.

Observations générales/décisions

16. Le Comité :
 - a salué les travaux du GTe sur les CTPC ;
 - a reconnu qu'un CTPC était différent d'une session en ligne d'un comité du Codex du point de vue conceptuel, et que les orientations sur les procédures ne devaient pas inclure la question des sessions en ligne de comités du Codex mais se limiter au mandat initialement convenu ;
 - a noté que les CTPC constitueraient l'exception plutôt que la règle au sein du Codex.
17. Le Comité est convenu :
 - de supprimer les références à l'utilisation des sessions en ligne pour les CTPC tout en reconnaissant que les CTPC peuvent recourir à des technologies de communication à distance et organiser des téléconférences pour tenir des débats informels et dans le cadre de groupes de travail, comme cela se pratique dans les autres comités du Codex ;
 - de remplacer les références générales au *Manuel de procédure* (MP) par des références exactes aux sections concernées, et d'insérer des renvois au MP plutôt que de reproduire ou de paraphraser son contenu.

Observations particulières

18. À sa trente-deuxième session, le Comité a examiné l'une après l'autre les différentes sections du projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC. Outre des amendements d'ordre rédactionnel, le Comité est convenu de ce qui suit :

Section introductive

- modifier le titre pour intituler la section « Introduction », inclure une définition des CTPC et supprimer les phrases qui constituaient davantage des éléments de contexte que de véritables orientations ;
- utiliser le terme « présence simultanée » pour faire référence à des sessions physiques ou en ligne.

⁸ CX/GP 21/32/4 ; CX/GP 21/32/4 Add.1 ; GP/32 CRD/04 (observations de la Nouvelle-Zélande) ; GP/32 CRD/05 (observations de la République de Corée) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/07 (observations du Japon) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur) ; GP/32 CRD/14 (observations de la Chine) ; GP/32 CRD/16 (observations de l'Afrique du Sud) ; GP/32 CRD/17 (observations de la Malaisie) ; GP/32 CRD/18 (Révision de la Section I « Introduction » et section II « Approbation des CTPC »).

Décision d'instaurer un CTPC et critères de sélection des travaux

- fusionner et reformuler ces deux sections pour mettre l'accent sur la manière dont la décision de faire réaliser des travaux par correspondance devrait être prise et sur les critères particuliers à prendre en considération dans ce cadre ;
- supprimer le contenu relatif aux « Circonstances dans lesquelles il peut être décidé d'instaurer un CTPC » car sa présence dans les orientations n'était pas pertinente ;

Section sur la vérification du quorum

- conserver la section qui contient des informations importantes pour les CTPC ;
- clarifier ce que l'on entend par « participation » dans le cas des CTPC et faire référence à l'article exact du *Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius* qui indique la manière de calculer le quorum dans le MP ;
- indiquer que le président du CTPC signalera l'absence de quorum à la Commission, qui se prononcera sur la conduite à tenir ;

Section sur l'avancement des normes et textes apparentés

- clarifier le fait que les solutions proposées lorsqu'un CTPC ne peut faire avancer les travaux peuvent être examinées par le CTPC dans son ensemble et pas seulement par le président, et que la liste des solutions n'est pas exhaustive.

19. Dans ce contexte, le Comité a confirmé que les orientations mises au point ne restreignaient aucunement les solutions mises à la disposition du président dans le MP pour conduire les travaux, et que les CTPC n'étaient pas différents des autres comités à cet égard.

Endroit où il conviendrait d'insérer les orientations

20. Diverses possibilités ont été examinées, notamment différentes sections du MP et/ou le guide à l'intention des présidents.
21. Cependant, compte tenu de la nature procédurale des orientations et de leur pertinence pour l'ensemble des membres du Codex, le MP a été considéré comme l'endroit le plus approprié. Il a été convenu que les passages pertinents pourraient aussi être reproduits dans le guide à l'intention des présidents.
22. Il a été noté que le Secrétariat du Codex veillerait à ce que le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) soit cohérent avec le MP sur le plan rédactionnel avant d'envoyer une lettre circulaire aux membres et aux observateurs du Codex, en vue de l'examen de ce projet par la Commission.

Conclusion

23. Le Comité est convenu de transmettre le projet d'orientations sur les procédures applicables aux CTPC (Annexe II) à la Commission à sa quarante-quatrième session pour adoption et insertion dans le MP, de préférence à la section III.

RÉVISIONS/AMENDEMENTS DE TEXTES DU CODEX (point 5 de l'ordre du jour)⁹

24. Le Secrétaire du Codex a présenté ce point de l'ordre du jour en expliquant que, sur le fondement de l'expérience passée, le Secrétariat du Codex estimait que le Codex pouvait améliorer la version actuelle du *Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés* contenu dans le *Manuel de procédure* en définissant mieux ce qu'on entendait par révisions, amendements d'ordre rédactionnel, amendements portant sur le fond et corrections de textes du Codex. La séquence des opérations et les responsabilités en la matière pourraient également être clarifiées et simplifiées. De plus, un système complet de numérotation des versions et un historique des versions permettant un suivi des modifications apportées aux textes du Codex pourraient aider à la fois les délégations et le Secrétariat lors des travaux sur les textes du Codex. Le Secrétaire a indiqué qu'aucune proposition n'était formulée pour le moment concernant la procédure écrite pour les comités ajournés ou supprimés, car cette procédure n'avait pas encore été beaucoup utilisée et il conviendrait d'accumuler plus d'expérience avant de proposer des modifications à cet égard.
25. Les délégations ont accueilli favorablement le document et ont exprimé leur volonté de continuer à travailler sur ce sujet après accord de la Commission et décision de confier ces travaux au CCGP. Les délégations ont

⁹ CX/GP 21/32/5 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur) ; GP/32 CRD/15 (observations de l'Indonésie) ; GP/32 CRD/17 (observations de la Malaisie).

également souligné la nécessité de disposer d'exemples de différents cas pour mieux comprendre les implications des modifications restreintes que le Secrétariat a proposé d'apporter à la procédure.

26. Les points suivants ont été soulevés par les délégations :
- la nécessité de faire la distinction entre les amendements et les corrections ;
 - la manière dont un historique des versions pourrait être mis en place pour les normes numériques ;
 - les amendements portant sur le fond devraient toujours être accompagnés d'une documentation justifiant les modifications apportées et devraient être proposés par l'intermédiaire d'un organe subsidiaire ;
 - l'expérience acquise lors des travaux sur les normes concernées menés par d'autres comités pourrait aussi venir alimenter les débats sur la procédure écrite pour les organes subsidiaires ajournés, supprimés ou dissous.

Conclusion

27. Le Comité s'est déclaré favorable à ce que le Secrétariat du Codex prépare un document décrivant les amendements au *Guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés* recommandés par le Secrétariat, avec des exemples illustrant les différentes modifications et séquences des opérations, ainsi que la numérotation et l'historique des versions, en tenant compte des observations formulées durant la trente-deuxième session du CCGP, pour examen à la prochaine session de la Commission, de manière que celle-ci confie éventuellement des travaux en la matière au CCGP.

FORMAT ET STRUCTURE DU MANUEL DE PROCÉDURE DU CODEX (point 6 de l'ordre du jour)¹⁰

Introduction

28. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point en indiquant que la version électronique proposée du MP avait pour but de disposer d'un document à jour, qui faciliterait aussi la recherche de contenu pour l'utilisateur. Avec cette version électronique, il resterait possible de télécharger la publication au format PDF (*Portable Document Format*).
29. Le Secrétariat a rappelé qu'une partie du contenu du MP, comme la liste des points de contact du Codex (PCC), avait été déplacée vers le site web du Codex pour mieux gérer et mettre à jour en continu les informations concernées, et que les sections V et VI pourraient aussi être déplacées vers le site web dans le même but.
30. Le Secrétariat a en outre précisé qu'il présenterait, à la prochaine session de la Commission, un document évaluant la nécessité d'apporter des modifications au MP, par exemple pour éliminer les incohérences dans le texte et en améliorer encore la clarté et la lisibilité, et que la Commission pourrait ensuite décider quelles parties du document confier au CCGP.

Débats

31. Les opinions suivantes ont été exprimées lors des débats :
- Les délégations ont accueilli favorablement la proposition de disposer d'une version électronique du MP facile à consulter. Il a été relevé qu'au moment de déplacer les sections V et VI vers le site web du Codex, un lien renvoyant vers ces sections devrait être conservé dans le MP.
 - Il a été noté que, lors de la mise au point de la version en ligne du MP, les membres devraient participer à l'élaboration des guides et tutoriels d'accompagnement et qu'il faudrait conserver la possibilité de télécharger l'intégralité de la publication au format PDF, comme c'est le cas actuellement.
 - Il a également été observé que la version électronique devrait contenir l'ensemble des orientations, décisions et documents pertinents approuvés par la Commission mais non formellement inclus dans le MP, tels que les critères à appliquer pour mener l'examen critique et les décisions sur l'utilisation des documents d'information.
32. Le Comité a noté :

¹⁰ CX/GP 21/32/6 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur) ; GP/32 CRD/15 (observations de l'Indonésie) ; GP/32 CRD/16 (observations de l'Afrique du Sud) ; GP/32 CRD/17 (observations de la Malaisie).

- qu'une version imprimable du MP au format PDF incluant les actuelles sections V et VI continuerait d'être disponible ;
- que le Secrétariat du Codex présenterait, à la quarante-quatrième session de la Commission, un document sur les modifications qui pourraient être apportées au MP afin d'améliorer la cohérence et la clarté du texte.

Conclusion

33. Le Comité est convenu que le Secrétariat du Codex procéderait à la mise au point d'une version électronique du MP, qui serait mise à disposition des membres pour test et examen avant d'être publiée en ligne.

DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LE SUIVI DE L'UTILISATION DES NORMES DU CODEX (point 7 de l'ordre du jour)¹¹

34. La délégation française a présenté le document de réflexion, qui passe en revue les bonnes pratiques mises en œuvre dans d'autres organisations et formule une série de recommandations visant à améliorer le suivi de l'utilisation des normes du Codex. Ce document suggérait que des informations complémentaires et plus détaillées sur l'utilisation des normes permettraient d'identifier celles qui sont les plus utiles, d'envisager la révocation des normes qui ne sont pas utilisées, de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les membres lorsqu'ils appliquent les normes du Codex et, enfin, d'améliorer l'efficacité globale du Codex.
35. Les représentants de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ont présenté leurs approches respectives et fait part de leur expérience dans le domaine du suivi de l'utilisation de leurs propres normes.
36. Le document de réflexion présenté ainsi que les interventions de l'OIE et de l'ISO ont été accueillis favorablement. Les délégations ont souligné l'importance du suivi de l'utilisation et des effets des normes du Codex et ont rappelé que le Plan stratégique du Codex, adopté par la Commission à sa quarante-deuxième session, comportait un nouvel objectif ambitieux visant à « accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées » (Objectif stratégique 3), ainsi que des indicateurs permettant de mesurer les effets des normes du Codex. Dans cette perspective, le sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif avait été chargé d'identifier des approches permettant d'évaluer l'état d'avancement du Plan stratégique, notamment de l'objectif stratégique 3, et d'en rendre compte au Comité exécutif.
37. Les délégations ont soulevé un certain nombre de points au cours des débats, notamment :
- les ressources importantes dont il faudrait disposer pour mettre en œuvre les recommandations formulées dans le document de réflexion, avec des incertitudes sur les résultats pouvant être obtenus ;
 - les difficultés que rencontrent les membres pour fournir des données sur l'utilisation des textes du Codex, comme cela avait déjà été observé lors de la diffusion des enquêtes correspondantes via les comités régionaux de coordination ;
 - le besoin d'échanger avec les membres sur l'approche envisagée et de résoudre le problème des capacités limitées avant de réclamer des données complémentaires ;
 - le fait que les décideurs politiques et les régulateurs méconnaissent les avantages de l'adoption des normes du Codex au plan national, et la nécessité de mieux comprendre les raisons de la faible application des normes du Codex ;
 - la nécessité de tenir compte des travaux déjà entrepris par d'autres organisations, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), l'OIE et l'ISO, sur le suivi de l'utilisation des normes internationales, d'éviter le doublement des efforts et de tirer des enseignements de leur expérience ;
 - la nécessité de faire l'inventaire des données existantes sur l'utilisation des normes du Codex, telles que celles émanant du Comité SPS et du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) de l'OMC et d'identifier les principales lacunes ;
 - le besoin de mieux définir ce que l'on entend par « utilisation » des normes, comme étape préliminaire au suivi de leur utilisation et à l'analyse de leurs effets ;

¹¹ CX/GP 21/32/7 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/03 (observations de l'OIE) ; GP/32 CRD/05 (observations de la République de Corée) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/10 (observations de l'ISO) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/12 (observations de l'Union africaine) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur).

- dans le cadre des efforts de suivi de l'utilisation des normes du Codex, de nouvelles études de cas pourraient être réalisées pour analyser l'application et les éventuels effets d'une norme particulière ou d'un groupe de normes, à l'instar de l'étude récemment publiée par la FAO sur l'harmonisation internationale des LMR de pesticides dans le riz avec les normes du Codex.

38. Certaines délégations ont indiqué que les travaux sur le suivi des normes du Codex ne relevaient pas du mandat du CCGP, ont noté que le CCGP n'avait pas été chargé de mener des travaux en la matière, conformément à son mandat, et se sont déclarées favorables à l'approche approuvée par la Commission dans le Plan stratégique pour 2020-2025. D'autres ont exprimé l'opinion que le mandat du CCGP englobait d'éventuels nouveaux travaux puisqu'il consistait à étudier les questions générales qui lui étaient soumises par la Commission, et que cela garantirait une large participation aux travaux sur le suivi de l'utilisation des normes du Codex.

Conclusions

39. Le Comité :

- a pris note de l'intérêt des membres pour cette question ;
- a noté le besoin d'« accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées » au plan national, comme l'énonce l'objectif stratégique 3 du Plan stratégique du Codex pour 2020-2025 ;
- a pris acte de l'expérience des autres organisations de normalisation et s'est dit favorable à la poursuite des échanges avec ces dernières ;
- est convenu de transmettre les réflexions du CCGP au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission, qui détermineront la suite à donner.

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LE SUIVI DES RÉSULTATS DU CODEX DANS LE CONTEXTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) (point 8 de l'ordre du jour)¹²

40. La délégation française a présenté le document et les recommandations qu'il contient pour examen par le Comité.
41. Le Secrétariat du Codex a indiqué au Comité que, depuis 2018, il faisait rapport chaque année, par l'intermédiaire de la FAO, au Forum politique de haut niveau (FPHN) pour le développement durable, qui est la principale enceinte de suivi et d'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des ODD, ce qui donnait l'occasion de mettre en avant les normes du Codex et les travaux connexes de la Commission, ainsi que le rôle joué par le Codex, en tant qu'organe intergouvernemental, pour promouvoir la coopération internationale en vue de garantir l'accès des consommateurs à une nourriture saine et la loyauté des pratiques dans le commerce des denrées alimentaires. Le Secrétariat a également présenté la publication récente sur le Codex et les ODD¹³ et a souligné que les études de cas constituaient des exemples de la manière dont la participation au Codex et l'utilisation des normes du Codex par les membres pouvaient contribuer aux efforts qu'ils déploient pour réaliser les ODD.
42. La représentante de l'ISO a informé le Comité de la stratégie employée pour établir quelles normes ISO contribuaient à la réalisation de chacun des ODD¹⁴ et, à l'inverse, de quelle manière des ODD pouvaient être ciblés à travers les différentes normes ISO.
43. De manière générale, les membres du Comité ont accueilli favorablement le document et sont convenus de l'importance du Programme 2030 et des ODD. Ils ont reconnu la contribution des travaux du Codex aux efforts déployés par les pays pour réaliser les ODD et ont insisté sur la nécessité de donner de la visibilité à ces travaux et de les faire connaître dans ce contexte.
44. Certaines délégations ont fait remarquer que cette question avait déjà été débattue par la Commission, que le sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif était chargé de faire des liens avec le Programme 2030 et que le CCGP n'avait pas reçu le mandat de travailler sur ce thème.
45. S'agissant des informations communiquées par le Secrétariat du Codex, il a été noté que les rapports annuels au FPHN et la publication récente sur le Codex et les ODD répondaient aux recommandations formulées par

¹² CX/GP 21/32/8 ; GP/32 CRD/02 Rev.2 (observations de l'Union européenne) ; GP/32 CRD/06 (observations de la Thaïlande) ; GP/32 CRD/08 (observations du Sénégal) ; GP/32 CRD/09 (observations de la République dominicaine) ; GP/32 CRD/11 (observations de El Salvador) ; GP/32 CRD/13 (observations de l'Équateur).

¹³ Disponible à l'adresse suivante (en anglais) : <http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/publications/fr/> ; d'autres versions linguistiques sont en préparation.

¹⁴ Contribuer aux Objectifs de développement durable de l'ONU grâce aux normes ISO. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100429.html>.

le Comité exécutif au Secrétariat à sa soixante-quatorzième session¹⁵ et apportaient aux membres des informations et des études de cas qui pourraient être utilisées dans le cadre de leurs activités nationales de sensibilisation. D'autres études de cas relatives à la contribution des normes du Codex aux ODD pourraient être réalisées en complément, comme l'envisageaient les plans de travail en matière de communication dont ont débattu les comités de coordination.

Conclusion

46. Le Comité :
- i. a pris acte du document de travail ;
 - ii. a pris note de la publication récente sur le Codex et les ODD, qui illustre la manière dont les normes du Codex peuvent aider les membres dans les efforts qu'ils déploient pour réaliser les ODD ;
 - iii. est convenu de transmettre les résultats de ses débats au sous-comité de la planification stratégique du Comité exécutif et à la Commission pour examen.

AUTRES QUESTIONS (point 9 de l'ordre du jour)¹⁶

47. La délégation suisse a informé le Comité de son intention de préparer un document de travail sur le soixantième anniversaire du Codex, qu'elle présentera pour examen au Comité exécutif, à sa quatre-vingt-unième session, et à la Commission, à sa quarante-quatrième session, et de rendre compte au CCGP, à sa trente-troisième session, de l'état d'avancement de cette activité.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 10 de l'ordre du jour)

48. Le Comité a pris note de la décision de tenir sa trente-troisième session en France au cours du deuxième semestre 2022, sous réserve de confirmation des modalités définitives par le pays hôte en concertation avec le Secrétariat du Codex.

¹⁵ REP18/EXEC1, par. 5, point ii b.

¹⁶ GP/32 CRD/24 (intervention de la Suisse).

**LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES**

Chairperson/Président/Presidenta

Mr Jean-Luc Angot
Président du CCGP32
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris
France

Chair's Assistant /Assistante du Président/Asistente del Presidente

Mrs Louise Dangy
Point de contact national
SGAE
Paris
France

**MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS
ÉTATS MEMBRES ET ORGANISATIONS MEMBRES
ESTADOS MIEMBROS Y ORGANIZACIONES MIEMBROS**

AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

Mr Mohammad Ibrahim Frotan
Coordinator of Animal diseases Prevention
Ministry of Agriculture, Irrigation and livestock
Kabul

Mr Ahmad Faridon Kakar
CCP
Ministry of Agriculture, Irrigation and livestock
Kabul

Ms Morsal Manati
Director General of public Malnutrition
Ministry of public health

**ANTIGUA AND BARBUDA - ANTIGUA-ET-
BARBUDA –
ANTIGUA Y BARBUDA**

Mrs Solange Baptiste
Manager, Information Services
Antigua and Barbuda Bureau of Standards
St John's

Mr Joel Matthew
Agricultural Officer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Barbuda
Affairs
St John's

Mr Jonah Ormond
Registrar of Pesticides and Toxic Chemicals
Ministry of Agriculture, Fisheries and Barbuda
Affairs
St John's

ARGENTINA - ARGENTINE

Ms Gabriela Alejandra Catalani
Punto Focal del Codex
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
CABA

Ms Victoria Schriro
Jefa del departamento de evaluación de riesgo y
convergencia regulatoria
Inal
CABA

Ms Lourdes D'espósito
Directora de Prevención, Vigilancia y
Coordinación Jurisdiccional
Instituto Nacional de Alimentos
CABA

Ms Julia Geraci
Asistente
Ministerio de Salud

Mrs María Alejandra Larre
Asesora
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca
Buenos Aires

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Ms Nicola Hinder
First Assistant Secretary
Department of Agriculture, Water, and the
Environment
Canberra, ACT

Dr Anna Somerville
Assistant Secretary
Department of Agriculture, Water, and the
Environment
Canberra, ACT

Ms Usha Sriram-Prasad
Director, Codex Contact Point
Department of Agriculture, Water, and the
Environment
Canberra, ACT

Mrs Danielle Davis
Assistant Director, Codex Contact Point
Department of Agriculture, Water, and the
Environment
Canberra, ACT

AUSTRIA - AUTRICHE

Mrs Bettina Brandtner
Codex Alimentarius Contact Point
Ministry of Agriculture Regions and Tourism
Vienna

AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN - AZERBAIYÁN

Mr Fuad Mardiyev
Head of international relations department
Food Safety Agency of The Republic of
Azerbaijan
Baku

Mrs Sabina Asgarova
Leading consultant
Food Safety Agency of the Republic of
Azerbaijan
Baku

BANGLADESH

Mr Nitish Chandra Sarkar
Additional Secretary (Population, Family Welfare
& Law)
Ministry of Health and Family Welfare
Dhaka

Mr Golam Md. Sarwar
Deputy director (Agri. & Food)
Bangladesh Standards and Testing Institution
(BSTI)
Dhaka

BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS

Mrs Natalia Tsemborevitch
Head of the Laboratory
Scientific-Practical Centre of Hygiene.
Minsk

Mrs Ekaterina Fedorenko
Deputy Director
Scientific-Practical Centre of Hygiene.
Minsk

Mrs Tatsiana Osipava
Junior researcher
Scientific-Practical Centre of Hygiene.
Minsk

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

Mr Carl Berthot
General Advisor
FPS public health, food chain safety and
Environment
Brussels

BENIN - BÉNIN

Mr Egnon Jacques Houngbenou Hougla
Directeur de l'Alimentation et de la Nutrition
Appliquée
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la
Pêche

BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF) – BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) – BOLIVIA (ESTADO PLURINACIONAL DE)

Ing. Thania Huayllani Arcayne
Cámara Nacional de Exportadores CANEB
La Paz

Mr Wilder Aguilar Quispe
Punto de Contacto
Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía
Plural
La Paz

Ms Verónica Bustillos Torrico
Delegada
Cámara Nacional de Comercio
La Paz

Ms Maira Egúsquiza Vaca
Delegada
Cámara Nacional de Comercio
La Paz

Mr Yamil Alejandro Mattos Villarroel
Jefe Nacional de Laboratorios
SENASAG
Trinidad

Alexandra López
Production and Food Group Leader
Standardization Directorate
National Autonomous Service
Standardization, Quality, Metrology and
Technical Regulations (SENCAMER)
La Paz

Mr Gustavo Mirabal
Especialista
CIAL-T
La Paz

Mr Willy Salinas
Consultor
PAO
La Paz

BOTSWANA

Ms Gape Masole
Assistant
Trade Officer-Ministry of Investment, Trade and
Industry

Ms Lephutshe Ada Senwelo
Codex Contact Point
Ministry of Health and Wellness
Gaborone

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Mr Leandro Magalhães Silva De Sousa
Second Secretary
Embassy of Brazil in France
Paris

Mr Andre Luis De Sousa Dos Santos
Chair Codex Alimentarius Committee
National Institute of Metrology, Quality and
Technology - Inmetro
Rio de Janeiro

Dr Guilherme Antonio Costa Junior
Food Safety Adviser
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply (MAPA)
Brasília

Mr Diogo Penha Soares
Health Regulation Expert
Brazilian Health Regulation Agency
Brasília

Mr Paulo Roque Silva
Researcher
National Institute of Metrology, Quality and
Technology – Inmetro

Mr Cesar Augusto Vandesteem Junior
Federal Inspector
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply – MAPA
Brasília

Ms Priscila Yuvamoto
Researcher
National Institute of Metrology, Quality and
Technology - Inmetro

BURKINA FASO

Mr Cyrille Sansan Régis Kambire
Cadre Supérieur
Service du Contrôle Phytosanitaire et de la
Qualité des Aliments
Ministère de l'Agriculture
Ouagadougou

Mr Abdoulaye Gueye
Responsable de la sécurité sanitaire des
aliments
Ministère de la Santé Publique
Ouagadougou

CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN

Mr Awal Mohamadou
Agence des Normes et de la Qualité
Yaoundé

Mr Medi MOUNGUI
Ambassade du Cameroun
Rome

Mr Indongo Yves Laret
Directeur du Développement de la Qualité
Ministère des Mines, de l'industrie et du
développement Technologique
Yaounde

CANADA - CANADÁ

Ms Meghan Quinlan
 Manager, Bureau of Policy, Interagency and
 International Affairs
 Health Canada
 Ottawa

Prof Samuel Godefroy
 Full Professor, Food Risk Analysis and
 Regulatory Policies
 Université Laval
 Québec

Ms Nancy Ing
 Regulatory Policy & Risk Management
 Specialist
 Bureau of Policy, Intergovernmental and
 International Affairs
 Ottawa

Ms Kathy Twardek
 Director, Consumer Protection and Market
 Fairness Division
 Canadian Food Inspection Agency
 Ottawa, Ontario

Mrs Amelie Vega
 Senior Policy Analyst - Codex
 Canadian Food Inspection Agency
 Ottawa

Mrs Alison Wereley
 Senior Policy Analyst
 International Affairs Branch, Canadian Food
 Inspection Agency
 Ottawa

CHILE - CHILI

Mr Fernando Catalan
 Asesor División de Aspectos Regulatorios del
 Comercio.
 Subsecretaria de Relaciones Económicas
 Internacionales (SUBREI)
 Ministerio de Relaciones Exteriores.
 Santiago

Mrs Begoña Montenegro
 Asesora División de Aspectos Regulatorios del
 Comercio
 Subsecretaria de Relaciones Económicas
 Internacionales (SUBREI)
 Ministerio de Relaciones Exteriores.
 Santiago

Ms Cassandra Pacheco
 Punto Focal del Codex
 Agencia Chilena para Calidad e Inocuidad
 Alimentaria (ACHIPIA)
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

Mr Gonzalo Ríos
 Jefe Departamento de Negociaciones
 Internacionales
 Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
 Ministerio de Agricultura.
 Santiago

Mr Diego Varela
 Coordinador Asuntos Internacionales.
 Agencia Chilena para Calidad e Inocuidad
 Alimentaria (ACHIPIA)
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

Ms Roxana Vera
 Jefa del Subdepartamento de Acuerdos
 Internacionales.
 Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

CHINA - CHINE

Mrs Jing Tian
 Researcher
 China National Center for Food Safety Risk
 Assessment

Mrs Hao Ding
 Assistant Researcher
 China National Center for Food Safety Risk
 Assessment

Dr Yongxiang Fan
 Researcher
 China National Center for Food Safety Risk
 Assessment

Mrs Fang Gao
 Deputy Division Director
 Center for Agro-Food Quality & Safety, Ministry
 of Agriculture and Rural Affairs, P. R. China

Prof Haihong Hao
 Professor
 Huazhong Agricultural University

Ms Chang Li
 Agronomist
 Center for Agro-Food Quality & Safety,
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs,
 P. R. China

Ms Hanyang Lyu
Assistant Researcher
China National Center for Food Safety Risk
Assessment

Dr Xiongwu Qiao
Professor
Shanxi Academy of Agricultural Sciences

Mr Guibiao Ye
Professor/Director, CCPR Secretariat
Institute for the Control of Agrochemicals,
Ministry of Agriculture and Rural Affairs (ICAMA)

Ms. Zhangxian QIN
Principal Staff Member
Department of Agro-products Quality and
Safety, MARA, P.R.C

Mr. Xuewan XU
Diretor
Department of Agro-products Quality and
Safety, MARA, P.R.C

COLOMBIA - COLOMBIE

Eng Blanca Cristina Olarte Pinilla
Profesional especializada
Ministerio de Salud y Protección Social
Bogotá

Eng Miguel Ángel Rincón Barrera
Asesor
Ministerio de Comercio, Industria y Comercio
Bogotá

Eng Norma Soto Tarquino
Profesional especializada
Instituto Nacional de Vigilancia de
Medicamentos y Alimentos - Invima
Bogotá

COSTA RICA

Mrs Luisa María Díaz Sánchez
Directora
Ministerio de Economía Industria y Comercio
San José

Mrs Tatiana Cruz Ramírez
Chief of Codex Department of Costa Rica
Ministry of Economy, Industry and Commerce
San José

Mrs Amanda Lasso Cruz
Asesora Codex
Ministerio de Economía Industria y Comercio
San José

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Mrs Marija Batinić Sermek
Head of Service
Ministry of Agriculture
Zagreb

Mrs Iva Mraović
Head of Department
Ministry of Agriculture
Zagreb

CUBA

Mr Jorge Félix Medina Pérez
Secretario Comité Nacional del Codex Cuba
Oficina Nacional de Normalización
La Habana

Mr Angel Manuel Casamayor León
Especialista en Regulaciones Técnicas y
Calidad
Dirección Regulaciones Técnicas y Calidad
La Habana

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Dr Anna Kouppari
Chief Agricultural Officer
Ministry of Agriculture
Strovolos

CZECH REPUBLIC – RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, – REPÚBLICA CHECA

Dr Dana Triska
Head of Food Chain Unit
Ministry of Agriculture of the Czech Republic
Prague 1

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Mr Jens Therkel Jensen
Senior Advisor, Division of International
Cooperation
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
Glostrup

DOMINICAN REPUBLIC – RÉPUBLIQUE DOMINICAINE – REPÚBLICA DOMINICANA

Dr Luís Martínez Polanco
Encargado departamento de alimentos
Dirección General Medicamentos, Alimentos y
Productos Sanitarios
Ministerio de Salud Pública
Santo Domingo, D.N.

Mr Modesto Buenaventura Pérez Blanco
 Coordinador Normas Alimenticias
 Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social
 (MSP)
 Santo Domingo

ECUADOR - ÉQUATEUR

Ms María De Lourdes Alverar
 Analista de Relaciones Internacionales
 Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG
 Quito

Mr Rommel Aníbal Betancourt Herrera
 Coordinador General de Inocuidad de Alimentos
 Agencia de Regulación y Control Fito y
 Zoonosanitaria-AGROCALIDAD
 Quito

Ms Emma Coloma
 Analista Técnica de Normativa Sanitaria
 Agencia Nacional de Regulación, Control y
 Vigilancia Sanitaria - ARCSA
 Guayaquil

Mr Israel Vaca Jiménez
 Analista de certificación de producción primaria
 y buenas prácticas
 Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG
 Quito

Ms Daniela Vivero
 Analista de certificación de producción primaria
 y buenas prácticas
 Ministerio de Agricultura y Ganadería - MAG
 Quito

Mr Cristian Yopez
 Analista de la Dirección de Gestión
 Ministerio de Producción, Comercio Exterior,
 Inversiones y Pesca
 Quito

EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO

Eng Ahmed Mohammed Elhelw
 Codex Contact Point for Egypt
 Egyptian Organization for Standardization and
 Quality (EOS)
 Cairo

Eng Mariam Barsoum Onsy Barsoum
 Food Standards Specialist
 Egyptian Organization For Standardization and
 Quality (EOS)
 Cairo

Eng Noha Mohamed Attia Eliwa
 Food Standards Specialist
 Egyptian Organization for Standardization and
 Quality (EOS)
 Cairo

EL SALVADOR

Mrs Claudia Guzmán
 Jefa del Punto de Contacto Codex Alimentarius
 OSARTEC
 San Salvador

ESTONIA - ESTONIE

Mr Allan Aleksašin
 Councillor
 Ministry of Rural Affairs
 Tallinn

Mrs Svetlana Jankovenko
 Adviser
 Ministry of Rural Affairs
 Tallinn

EUROPEAN UNION – UNION EUROPÉENNE – UNIÓN EUROPEA

Mr Dirk Lange
 Head of Unit
 European Commission
 Brussels

Mr Javier Dominguez
 Administrator
 European Commission
 Brussels

Mr Risto Holma
 Senior Administrator
 European Commission
 Brussels

Ms Bernadette Klink-khachan
 EU Codex Contact Point
 European Commission
 Brussels

Ms Anna Szajkowska
 Administrator
 European Commission
 Brussels

FIJI - FIDJI

Mr Vio Veretawatini
 Senior Economic Planning Officer
 Agriculture
 Suva

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Dr Sebastian Hielm
 Director of Food Safety
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Helsinki

Ms Anne Haikonen
 Legislative Counsellor
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Helsinki

FRANCE - FRANCIA

Mrs Céline Germain
 Chef du bureau des négociations européennes
 et multilatérales (BNEM)
 Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
 Paris

Mr Patrick Azema
 Chargé de mission
 Ministère de l'économie et des finances

Mr Jérôme Brouillet
 Secrétaire général adjoint
 Premier ministre

Mrs Camille Pineau
 Chef du bureau des négociations européennes
 et multilatérales (BNEM)
 Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
 Paris

Mrs Marie-line Seferian
 Desk Officer
 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Mr Florian Simonneau
 Adjoint au chef du bureau de la qualité et de la
 valorisation des denrées alimentaires
 Ministère de l'économie et des finances
 Paris

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Mr Niklas Schulze Icking
 Head of Delegation
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)
 Berlin

Ms Anne Beutling
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)
 Berlin

Ms Anja Broenstrup
 Federal Ministry for Food and Agriculture
 (BMEL)
 Bonn

Mr Oliver Mellenthin
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)
 Berlin

Ms Alina Steinert
 Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)
 Bonn

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Mrs Eleftheria Tsali
 Veterinarian
 Hellenic Food Authority (EFET)

Mrs Evi Chatzigiannakou
 Veterinarian
 Ministry of Rural Development and Food

GUYANA

Ms Tandeka Barton
 Senior Analytical Officer
 Ministry of Health

HONDURAS

Ms Yolandina Lambur Valle
 Encargada de la Oficina del Codex Alimentarius
 de Honduras
 Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad
 Agroalimentaria
 Tegucigalpa

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Ms Rita Temesfalvi
 Officer
 Ministry of Agriculture
 Budapest

Ms Krisztina Frányó
 Officer
 National Food Chain Safety Office
 Budapest

Dr Attila Nagy
 Director
 National Food Chain Safety Office
 Budapest

INDIA - INDE

Mr Perumal Karthikeyan
 Deputy Director (Codex and Regulations)
 Food Safety and Standards Authority of India
 New Delhi

Ms Shubhra
 Advisor (Trade)
 DAC&FW

Mr Wasi Asghar
Assistant Director (T)
Export Inspection Council

Mr Ramesh Babu N.
Scientist, Quality Evaluation Laboratory
Spices Board

Mr Puneet Gupta
Technical Officer
Food Safety and Standards Authority of India
New Delhi

Mrs Bijumol K.k.
Senior Chemist
Codex Cell, Spices Board

Ms Sudharma K.v
Junior Chemist
Codex Cell, Spices Board

Mr S.s. Raghav
Joint Director
National Food Laboratory

Dr Jasvir Singh
Regulatory, Scientific and Government Affairs
Leader, South Asia, Representative of CIFTI-
FICCI
Federation of Indian Chambers of Commerce
and Industry

Dr Meenakshi Singh
Chief Scientist
Council of Scientific & Industrial Research

Mr Parmod Siwach
Assistant Director (T)
Export Inspection Council
New Delhi

Dr. Sudharshan Madenur Rangaswamy
Former Director
Spices Board India
Chairman, CCSCH

Ms Aliah Wahab
Regional Regulatory Director
APAC

INDONESIA - INDONÉSIE

Dr Wahyu Purbowasito
Director
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

Mrs Yusra Egayanti
Indonesia Food and Drug Authority
Central Jakarta

Ms Ida Farida
Indonesia Food and Drug Authority
Jakarta

Prof Purwiyatno Hariyadi
Vice Chairperson of the Codex Alimentarius
Commission
Bogor Agricultural University (IPB)
Bogor

Mr Singgih Harjanto
Secretariat of the Codex Contact Point of
Indonesia
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

Mrs Estiyani Indraningsih
Secretariat of the Codex Contact Point of
Indonesia
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

Mrs Theista Savanty
Secretariat of the Codex Contact Point of
Indonesia
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

Mrs Lia Sugihartini
Deputy Director of Standardization
Ministry of Marine Affairs and Fisheries of
Republic of Indonesia
Central Jakarta

Mrs Windri Widyaningsih
Secretariat of the Codex Contact Point of
Indonesia
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

Mrs Nuri Wulansari
Secretariat of the Codex Contact Point of
Indonesia
National Standardization Agency of Indonesia
Jakarta

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)

Mrs Farahnaz Ghollasi Moud
D.G
Institute of Standards & Industrial Research of
Iran
Tehran

Dr Mohammad Hossein Shojaee Aliabadi
Senior Scientific Adviser of ISIRI
Institute of Standards & Industrial Research of
Iran
Tehran

Mrs Leila Zinatbakhsh
Secretary, N.C.C. of IRAN, Head of Codex
standards cooperation group
Institute of Standards & Industrial Research of
IRAN (ISIRI)
Tehran

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Mr Pat Kelly
Agricultural Inspector
Department of Agriculture, Food and the Marine
(DAFM)
Dublin

Mr Philip Kennedy
Assistant Agricultural Inspector
Department of Agriculture, Food and the Marine
(DAFM)
Dublin

ITALY - ITALIE - ITALIA

Mr Ciro Impagnatiello
Senior Officer
Ministry of Agricultural Food and Forestry
Policies
Rome

Mr Giulio Cardini
Senior Officer
Ministero Politiche Agricole Alimentari e
Forestali e del Turismo
Rome

JAMAICA - JAMAÏQUE

Ms Allison Richards
Inspector/ Codex Secretariat Member
Bureau of Standards Jamaica
Kingston

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Dr Hidetaka Kobayashi
Director, Agricultural Chemicals Office
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Ms Mitsuko Imai
Deputy Director, Office of International Food
Safety
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Dr Tomoko Ishibashi
Director, International Standards Office
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Dr Koji Miura
Adviser
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Dr Rin Ogiya
Director, Office of International Food Safety
Ministry of Health, Labour and Welfare
Tokyo

Ms Aya Orito-nozawa
Associate Director
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

Ms Momoka Terasawa
Officer
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo

KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN

Dr Nailya Karsybekova
Regional Coordinator CCEURO
Ministry of Healthcare the Republic of
Kazakhstan
Astana

Ms Zhanar Tolysbayeva
CCP
Ministry of Healthcare the Republic of
Kazakhstan
Nur-Sultan

KENYA

Mr Kimutai Maritim
Deputy Director
Ministry of Agriculture, Livestock & Fisheries
Nairobi

Dr George Abong
Senior Lecturer
University of Nairobi
Nairobi

Mr Lawrence Aloo
Senior Biochemist
National Public Health Laboratory- Ministry of
Health
Nairobi

Dr Allan Azegele
Deputy Director
Ministry of Agriculture, Livestock & Fisheries
Nairobi

Mrs Muchemi Grace Nyawira
Head of PCPB Laboratory
Pest Control Products Board
Nairobi

Mr George Kiminza
Senior Standards Officer
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

Ms Maryann Kindiki
Manager, National Codex Contact Point
Kenya Bureau of Standards
Nairobi

Ms Lucy Namu
Head Analytical Chemistry Laboratory and Food
Safety
Kenya Plant Health Inspectorate Services
Nairobi

Ms Josephine Simiyu
Deputy Director
Horticultural Crops Department Authority
Nairobi

KUWAIT - KOWEÏT

Dr Reem Alfulajj
Deputy Director General for Technical Affairs
Public Authority for Food and Nutrition in Kuwait
Mubarak Alkabeer

Mr Salah Al Bazzaz
Technical Adviser to the Permanent
Representation of Kuwait
Representative of Kuwait to FAO

Dr Jeehan Alestad
Alternate Permanent Representative of Kuwait
to FAO
Representative of Kuwait to FAO

Eng Dalal Almansour
Chemical engineer
Public Authority for food and Nutrition

Mr Sultan Alotaibi
Alternate Permanent Representative of Kuwait
to FAO
Representative of Kuwait to FAO

Dr Amal Alrashdan
Deputy Director General for Inspection and
Control
Public Authority for Food and Nutrition in Kuwait
Mubarak Alkabeer

Mr Yousef Jhail
Permanent Representative of Kuwait to FAO
Kuwait

Eng Noor Sadeqi
Chemical Engineer
Public Authority for Food and Nutrition

LEBANON - LIBAN - LÍBANO

Ms Mariam Eid
Vice-Chair of the Codex Alimentarius
Commission
Codex

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Dr Albertas Barzda
Deputy Director
Health Education and Diseases Prevention
Centre
Vilnius

MADAGASCAR

Mrs Henintsoa Harizafy
Secrétariat Comité National du Codex
Ministère de l'Industrie du Commerce et de
l'Artis
Antananarivo

Mrs Tiana Rahaingoalison
Présidente
Union des Professionnels des Fruits et Légumes
Antananarivo

Mrs Lantomalala Raharinosy
Point de contact du Codex
Ministère de l'Industrie du Commerce et de
l'Artis
Antananarivo

Mr Vaillant Tosy
Responsable Analyses Microbiologiques
Laboratoire de Chimie et de Microbiologie
Antananarivo

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Ms Ruhana Abdul Latif
Principal Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Putrajaya

Ms Norrani Eksan
Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Zailina Abdul Majid
Deputy Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Nuraini Ghaifullah
Senior Assistant Director
Ministry of Health Malaysia
Wilayah Persekutuan Putrajaya

MALI - MALÍ

Mr Mahmoud Abdoul Camara
Chargé du Service Central de Liaison du Codex
pour le Mali

Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
Aliments
Bamako

Dr Sekouba Keita
Chef Division Appui Scientifique et Technique à
l'Elaboration de la Règlementation
documentation

Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des
Aliments
Bamako

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Ms Tania Daniela Fosado Soriano
Punto de Contacto Codex
Secretaría de Economía
Cdmx

Ms Alma Liliana Tovar Diaz
Subdirectora Certificación y Reconocimiento
Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y
Calidad Agroalimentaria (SENASICA)

MOROCCO - MAROC - MARRUECOS

Dr Beqqali Himdi Ihssane
Chef de la Division de la Normalisation et des
questions SPS
Office National de Sécurité Sanitaire des
Produits Alimentaires
Rabat

Mr Mohamed El Amine El Amrani
Chef
Division de la Législation et des Etudes
Juridiques
Direction des Affaires Administratives et
Juridiques
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime,
du Développement Rural et des Eaux et Forêts
Rabat

Mr Berrada Abdelkrim
Chef de Division
Direction des Industries de la Pêche
Rabat

Mr Anajjar Brahim
Chef de Département Agréage Technique des
Unités
MOROCCO FOODEX
Casablanca

Mrs Meryem Ibn Ghazala
Chef de Division Analyse des Risques
EACCE (MOROCCO FOODEX)
Casablanca

Mrs Khadija Kadiri
Chef du service de la Normalisation et du Codex
Alimentarius
Office National de Sécurité Sanitaire des
produits Alimentaires
Rabat

Eng Bouchra Messaoudi
Cadre au Service de la Normalisation et Codex
Alimentarius
Office National de la Sécurité Sanitaire des
Produits Alimentaires
Rabat

Mr Mohamed Stitou
Chef
Service des Affaires Juridiques
Direction des Affaires Administratives et
Juridiques.
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime,
du Développement Rural et des Eaux et Forêts.
Rabat

Mr Said Zantar
Coordinateur de l'Unité de Recherche sur les
Techniques Nucléaire, l'Environnement et la
Qualité
Institut National de Recherche Agricole
Tanger

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –
PAÍSES BAJOS**

Dr Marie-Ange Delen
Coordinator Codex Alimentarius Netherlands
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality
The Hague

Ms Ana Viloría
Senior Policy Officer
Ministry of Health, Welfare and Sport
The Hague

Ms Astrid Bulder
Assistant to the Chair of CCCF

Dr Sally Hoffer
Chair of CCCF
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality
Den Haag

Ms Sheela Khoesial
Officer Codex Alimentarius Netherlands
Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality
The Hague

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE -
NUEVA ZELANDIA**

Mr Raj Rajasekar
Senior Programme Manager
Codex Coordinator and Contact Point
Wellington

Ms Lisa Ralph
Senior Policy Analyst
Ministry for Primary Industries

Ms Anna Tyler
Manager
Ministry for Primary Industries
Wellington

NIGERIA - NIGÉRIA

Mr Charles Emeka Nwagbara
Head, Codex Contact Point Nigeria
Standards Organisation of Nigeria
Abuja

**NORTH MACEDONIA –
MACÉDOINE DU NORD –
MACEDONIA DEL NORTE**

Mrs Svetlana Tomeska Mickova
Head of Department
Food and Veterinary Agency
Skopje

Ms Katerina Jonovska
Associate
Food and Veterinary Agency
Skopje

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Mrs Vigdis S. Veum Møllersen
Senior Adviser
Norwegian Food Safety Authority
Oslo

Mr Knut Berdal
Specialist Director
Royal Norwegian Ministry of Agriculture and
Food
Oslo

Mr Halvard Kvamsdal
Senior Adviser
Royal Norwegian Ministry of Health and Care
Services
Oslo

OMAN - OMÁN

Mrs Jokha Alaamri
Dietician
Ministry of Health
Muscat

PANAMA - PANAMÁ

Eng Joseph Gallardo
Ingeniero de Alimentos / Punto de Contacto
Codex
Ministerio de Comercio e Industrias
Panamá

Eng Carmela Castillo
Oficina Técnica de Cooperación Internacional
Autoridad Panameña de Seguridad de
Alimentos
Panamá

Mrs Leticia González De Núñez
Jefa
Sección de Análisis de Alimentos y Bebidas
Instituto Especializado de Análisis
UP (Universidad de Panamá)
Panamá

Mrs Edilma López
Sub Directora ACODECO
Autoridad de Protección al Consumidor y
Defensa de la Competencia
Panamá

Eng Hildegar Mendoza
Gerencia
Cámara Panameña de Alimentos
Panamá

Eng Omaris Vergara
Directora de la Escuela de Ciencias y
Tecnología de Alimentos
UP (Universidad de Panamá)
Panamá

**PAPUA NEW GUINEA –
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE –
PAPUA NUEVA GUINEA**

Mr Elias Taia
Program Manager
Personal
Port Moresby

PARAGUAY

Mrs Kuni Hashimoto
Directora
Ministerio de Relaciones Exteriores
Asunción

Ms Laura Stefanía Correa Miño
Asesora
Ministerio de Relaciones Exteriores
Asunción

Mrs María Inés Ibarra Colmán
Punto de Contacto del Codex, Paraguay
Instituto Nacional de Tecnología, Normalización
y Metrología - INTN
Asunción

Mrs Marizela López Cattebeke
Técnica
Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición
(INAN)
Asunción

Mrs Elsi Carolina Ovelar
Directora
Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición -
INAN

PHILIPPINES - FILIPINAS

Ms Amparo Ampil
Division Chief
Dept. of Agriculture-Policy Research Service

Dr Maria Leonora Francisco
Member, SCGP
Philippine Association of Food Technologists,
Inc (PAFT)

Ms Mary Grace Mandigma
Member, SCGP
Bureau of Agriculture and Fisheries Standards

Mrs Jocelyn Sales
Director
National Food Authority
Taguig City

Ms Genalyn Tripoli
Staff
Management Support Office-NCO

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Ms Marzena Chacinska
Head
Agricultural and Food Quality Inspection
Warsaw

Ms Magdalena Kowalska
Main expert
Agricultural and Food Quality Inspection
Warsaw

PORTUGAL

Mr Miguel Cardo
Deputy Director-General
Directorate-General for Food and Veterinary
(DGAV)
Lisboa

Ms Paula Bico
Head of Directorate
Directorate-General for Food and Veterinary
(DGAV)
Lisboa

Mr Henrique Carvalho
Senior Technician
Directorate-General for Food and Veterinary
(DGAV)
Lisboa

Mr Robert Dautzenberg
Senior Political Administrator
General Secretariat of the Council of the
European Union
Brussels

Ms Piret Juhani
Assistant
General Secretariat of the Council of the
European Union
Brussels

Mrs Mona Lepadatu
Political Administrator
General Secretariat of the Council of the
European Union
Brussels

Mrs Mónica Mendes
Senior Technician
Directorate-General for Food and Veterinary
(DGAV)
Lisboa

REPUBLIC OF KOREA – RÉPUBLIQUE DE CORÉE – REPÚBLICA DE COREA

Ms Eunsong Cho
SPS Researcher
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs
Sejong

Ms Minji Kim
Codex Researcher
Ministry of Food and Drug Safety
Cheongju

Mr Chansoo Lee
Scientific Officer
Ministry of Food and Drug Safety
Cheongju

Ms Yeonkyu Lee
Codex Researcher
Ministry of Food and Drug Safety
Cheongju

Ms Jihyun Sohn
Assistant Deputy Director
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs
Sejong

Ms Hyewon Wang
Codex Researcher
Ministry of Food and Drug Safety
Cheongju

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Ms Denisa Cojocaru
Councillor
National Sanitary Veterinary and Food Safety
Authority
Bucharest

RUSSIAN FEDERATION – FÉDÉRATION DE RUSSIE – FEDERACIÓN DE RUSIA

Ms Anna Koroleva
Consultant of the Division
Federal Service for Surveillance on Consumer
Rights Protection and Human Well-being
Moscow

Ms Vera Pavlicheva
Chief expert
Federal Service for Surveillance on Consumer
Rights Protection and Human Well-being
Moscow

Mrs Tatiana Zavistyaeva
Scientist
Federal Research Centre of Nutrition,
Biotechnology and Food Safety
Moscow

SENEGAL - SÉNÉGAL

Prof Amadou Diouf
Président du Comité national du Codex
Alimentarius
Ministère de la Santé et de l'Action sociale
Dakar

Dr Raphael Coly
Expert SSA
Comité National Codex
Dakar

Mr Ousseynou Niang Diallo
Expert SSA
Comité National Codex
Dakar

Ms Ndeye Maguette Diop
Responsable Division Agroalimentaire
Association Sénégalaise De Normalisation
Dakar

Mr Abdoulaye Diouf
Chef de la Division des Inspections, du Contrôle
et de la Certification (DICC)
Direction des Industries de Transformation de la
Pêche (DITP)
Dakar

Dr Mame Coumba Codou Faye Diouf
Conseiller technique
Ministère de la Santé et de l'Action sociale
Dakar

Ms Mame Diarra Faye Leye
Point de Contact du Codex
Direction Générale de la Santé
Dakar

Dr Adjaratou Diakhou Ndiaye
Secrétaire Permanent
Programme Sécurité Sanitaire Mondiale
Dakar

Mrs Maimouna Sow
Chef de Division
Service National de l'Hygiène
Dakar

SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA

Mr Milo Bystrický
State Counsellor
Ministry of Agriculture and Rural Development of
the Slovak Republic
Bratislava

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Dr Blaža Nahtigal
Codex Contact Point
MAFF - Administration for Food Safety,
Veterinary Sector and Plant Protection
Ljubljana

Ms Urška Bolha
Senior advisor
MAFF - Administration for Food Safety,
Veterinary Sector and Plant Protection
Ljubljana

Ms Olga Zorko
Undersecretary
MAFF - Administration for Food Safety,
Veterinary Sector and Plant Protection
Ljubljana

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Ms Penelope Campbell
Director: Food Control
Department of Health
Pretoria

Ms Meisie Katz
 General Manager: Food and Associated
 Industries
 National Regulator for Compulsory
 Specifications
 Cape Town

Mr Malose Matlala
 Deputy Director: Food Control
 (National Codex Contact Point)
 Department of Health
 Pretoria

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Mr Julián Pascual Mallén
 Jefe
 Servicio de Registro General Sanitario de
 Empresas Alimentarias y Alimentos (RGSEAA)
 Agencia Española de Seguridad Alimentaria y
 Nutrición (AESAN)
 Ministerio de Consumo
 Madrid

Mr Jorge A. Rodríguez Del Hoyo
 Técnico Superior
 Agencia Española de Seguridad Alimentaria y
 Nutrición (AESAN)
 Ministerio de Consumo
 Madrid

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Mr Anders Wannberg
 Senior Administrative Officer
 The Swedish Government
 Stockholm

Mrs Carmina Ionescu
 Codex Coordinator
 National Food Agency
 Uppsala

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Dr Michael Beer
 Head Food and Nutrition
 Federal Food Safety and Veterinary Office
 Bern

Mr Julien Grunder
 Scientific Officer
 Federal Food Safety and Veterinary Office
 Bern

Mr Martin Mueller
 Swiss Codex Contact Point
 Federal Food Safety and Veterinary Office
 Bern

Mrs Awilo Ochieng Pernet
 Former Chairperson of the Codex Alimentarius
 Commission
 International Affairs
 Federal Food Safety and Veterinary Office
 Bern

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Mr Pisan Pongsapitch
 Secretary General
 National Bureau of Agricultural Commodity and
 Food Standards (ACFS)
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Ms Yupa Laojindapun
 Director
 Office of Standard Development
 National Bureau of Agricultural Commodity and
 Food Standards (ACFS)
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Ms Namaporn Attaviroj
 Senior Standards Officer
 Office of Standard Development
 National Bureau of Agricultural Commodity and
 Food Standards (ACFS)
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Dr Pichet Itkor
 Vice Chairman
 The Federation of Thai Industries
 Bangkok

Dr Panisuan Jamnarnwej
 President Emeritus
 Thai Frozen Foods Association
 Bangkok

Ms Nareerat Junthong
 Assistant Executive Director
 Thai Frozen Foods Association
 Bangkok

Ms Passarapa Kaewnern
 Food Technologist
 Department of Fisheries
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

Ms Katchaporn Temyord
 Veterinary Expert
 Department of Livestock Development
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Bangkok

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ

Mrs Narjes Maslah El Hammar
Directrice Générale
Department of Livestock Development
Centre Technique de l'agro-alimentaire
Tunis

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Mrs Nilüfer Dural
Food engineer
Ministry of Agriculture and Forestry
Ankara

Ms M. Emel Molla
Head of department
Ministry of Agriculture and Forestry
Ankara

UGANDA - OUGANDA

Mr Awath Aburu
Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Edward Kizza
Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Moses Matovu
Senior Certification Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Ms Rehema Meeme
Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Hakim Baligeya Mufumbiro
Principal Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mr Arthur Mukanga
Standards Officer
Uganda National Bureau of Standards
Kampala

Mrs Irene Mwesigwa
Principal Officer - Food Safety
National Drug Authority
Kampala

UKRAINE - UCRANIA

Ms Olga Semenchuk
Deputy Director
State Service for Food Safety and Consumer
Protection
Kyiv

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI – REINO UNIDO

Dr Iulia Turiac
Senior Policy Advisor
Department for Environment, Food & Rural
Affairs (Defra)
London

Mr Mike O'Neill
Head of EU and International Strategy
Food Standards Agency
London

Mr Steve Wearne
Director of Global Affairs
Food Standards Agency
London

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA

Ms Lilian Gabriel
Standards Officer
Tanzania Bureau of Standards
Dar Es Salaam

Mr Linus Gedi
Council Member
Tanzania Honey Council
Dar es salaam

Ms Stephanie Kaaya
Standards Officer
Tanzania Bureau of Standards
Dar es Salaam

Mrs Sara Lifa
Research Scientist
TIRDO
Dar es Salaam

UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Ms Mary Frances Lowe
U.S. Manager for Codex Alimentarius
U.S. Codex Office
U.S. Department of Agriculture
Washington, DC

Mr Robert Ahern
Director, WTO Agricultural Affairs
USTR
Washington, DC

Ms Susan Berndt
Acting Deputy Director
International Affairs Staff
Center for Food Safety and Applied Nutrition
U.S. Food and Drug Administration
College Park, MD

Ms Marsha Echols
Attorney/Professor of Law
Law Office
Washington, D.C

Dr Jose Emilio Esteban
Chief Scientist
Food Safety and Inspection Service
U.S. Department of Agriculture
Washington, DC

Ms Mallory Gaines
Manager, Market Access and Trade Policy
American Feed Industry Association
Washington DC

Dr Kevin Greenlees
Senior Advisor for Science and Science Policy
U.S. Food and Drug Administration
Rockville, Maryland

Ms Kristen Hendricks
International Issues Analyst
U.S. Codex Office U.S. Department of
Agriculture
Washington, DC

Mr Kenneth Lowery
Senior International Issues Analyst
U.S. Codex Office
U.S. Department of Agriculture
Washington DC

Mr Mark Myers
Foreign Agricultural Affairs Officer
Foreign Agricultural Service (FAS)
U.S. Department of Agriculture
Washington, DC

Dr Eric Stevens
International Policy Analyst
Center for Food Safety and Applied Nutrition
U.S. Food and Drug Administration
College Park, MD

Mr Vito Su
Food Security Advisor
U.S. Department of State
Washington, DC

Mr Richard White
Consultant
Corn Refiners Association
Bradenton, FL

URUGUAY

Mr Leonardo Veiga
Director del Área Comercio
Ministerio de Industria, Energía y Minería
Montevideo

Mrs Cecilia Aguerre
Senior Consultant
Laboratorio Tecnológico del Uruguay
Montevideo

Eng Pedro Friedrich
Punto de Contacto Codex para Uruguay
Laboratorio Tecnológico del Uruguay
Montevideo

Mrs Ana Tanco
Área Comercio
Ministerio de Industria, Energía y Minería
Montevideo

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) – VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)

Ms Roxana Abreu
Directora
SENCAMER
Caracas

Ms Joely Celis
Analyst
SENCAMER
Caracas

Ms Alexandra López
Professional
SENCAMER
Caracas

Ms Stephanny Peña
Professional
SENCAMER
San Antonio de los Altos

**INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS -
ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMENTALES-
ORGANIZACIONES
INTERGUBERNAMENTALES**

AFRICAN UNION (AU)

Ms Diana Oyena Ogwal Akullo
Policy Officer
Africa Union
Addis Ababa

Mr John Opong-otoo
Food Safety Officer
African Union Interafrican Bureau for Animal
Resources
Nairobi

**ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN
STATES (ECOWAS)**

Dr Benoit Gnonlonfin
Senior SPS Advisor
ECOWAS

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR
COOPERATION ON AGRICULTURE (IICA)**

Mr Eric Bolanos
ESPECIALISTA SAIA
IICA
Vázquez de Coronado

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
ANIMALE (OIE)**

Dr Karen Bucher
Project manager
OIE

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA
VIGNE ET DU VIN (OIV)**

Mr Pau Roca
Director General
OIV
Paris

Dr Jean-Claude Ruf
Scientific Coordinator
OIV
Paris

WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO)

Ms Christiane Wolff
Counsellor, Head of SPS Section
WTO
Geneva

Ms Carmina Baez
Young Professional
WTO

**NON GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS -
ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES - ORGANIZACIONES
NO GUBERNAMENTALES**

CROPLIFE INTERNATIONAL (CROPLIFE)

Mr Craig Dunlop
Head of Regulatory Policy
Syngenta
Basel

Dr Ray Mcallister
Sr. Director, Regulatory Policy
CropLife America
Washington DC

Dr Wibke Meyer
Regulatory Affairs Manager
CropLife International
Brussels

Mr Vasant Laxman Patil
Director – Science & Regulatory Affairs
CropLife Asia
Singapore

EUROPEAN COCOA ASSOCIATION (ECA)

Ms Lucia Hortelano Villanueva
Officer – Food Safety & Quality
European Cocoa Association

**EUROPEAN NETWORK OF CHILDBIRTH
ASSOCIATIONS (ENCA)**

Mrs Maryse Arendt
President
ENCA
Luxembourg

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES VINS
ET SPIRITUEUX (FIVS)**

Mrs Elisabetta Romeo-vareille
Policy officer at Unione Italiana Vini
FIVS

**GLOBAL ORGANIZATION FOR EPA AND
DHA OMEGA-3S (GOED)**

Dr Harry Rice
VP, Regulatory & Scientific Affairs
GOED

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF
DIETARY/FOOD SUPPLEMENT
ASSOCIATIONS (IADSA)**

Mr Simon Pettman
Executive Director
International Alliance of Dietary/Food
Supplements Associations (IADSA)
London

Ms Cynthia Rousselot
Dir Technical & Regulatory Affairs
International Alliance of Dietary/Food
Supplements Associations (IADSA)
London

**INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE
(ICA)**

Mr Kazuo Onitake
Senior Scientist, Quality Assurance Department
International Co-operative Alliance
Tokyo

Mr Yuji Gejo
Officer
International Co-operative Alliance

**INTERNATIONAL CONFECTIONERY
ASSOCIATION (ICA/IOCCC)**

Dr Debra Miller
Senior VP Scientific & Regulatory Affairs
National Confectioners Association
Washington

Ms Allie Graham
Advisor
International Confectionery Association

**INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES
ASSOCIATIONS (ICBA)**

Ms Paivi Julkunen
ICBA Codex Policy Advisor
International Council of Beverages Associations
Washington, DC

Mr Sunil Adsule
Director, Regulatory
The Coca-Cola Company
Atlanta

Ms Michelle Detlefsen
Regulatory Affairs Latin America
PepsiCo
Guatemala City

Ms Jacqueline Dillon
Manager
PepsiCo
Chicago, IL

**INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION
(IDF/FIL)**

Mr Allen Saylor
Senior Director of Food & Cosmetic Consulting
Services
EAS Consulting Group LLC
Alexandria, VA

Ms Aurelie Dubois
Science and Standards Programme Manager
International Dairy Federation

Mr Nick Gardner
Director, Codex and International Regulatory
Affairs
USDEC

Mrs Laurence Rycken
Science and Standards Program Manager
International Dairy Federation
Brussels

**INTERNATIONAL FRUIT AND VEGETABLE
JUICE ASSOCIATION (IFU)**

Mr John Collins
Executive Director
International Fruit and Vegetable Juice
Association
Paris

Mr David Hammond
Chair Legislation Commission
International Fruit and Vegetable Juice
Association (IFU)
Paris

INTERNATIONAL MEAT SECRETARIAT (IMS)

Mr Hsin Huang
Secretary General
International Meat Secretariat
Paris

Ms Trachelle Carr
International Technical Services Specialist
International Meat Secretariat
Washington, DC

Mr Francisco De Sales Manzi
Director Técnico
IMS
Cuiabá

Mr Javier Echazarreta
Director Técnico de Asistencia Tecnológica
IMS
Buenos Aires

Mrs Casey Lynn Gallimore
Director, Scientific & Regulatory Affairs
IMS
Washington, DC

Dr Tiffany Lee
Director, Scientific & Regulatory Affairs
International Meat Secretariat
Washington, DC

**INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR
STANDARDIZATION (ISO)**

Mrs Sandrine Espeillac
Secretary of ISO/TC 34
ISO
Vernier, Geneva

**INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH
INSTITUTE**

Ms Anne Mackenzie
CCP
IFPRI
Mahone Bay

SSAFE

Dr Himanshu Gupta
Board Member
SSAFE

**HEALTH FOR ANIMALS
(HEALTHFORANIMALS)**

Mr Carel Du Marchie Sarvaas
Executive Director
HealthforAnimals

Mrs Gabriella Ippolito
Advisor, Government Affairs
HealthforAnimals

FAO

Mr Markus Lipp
Senior Food Safety Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

WHO

Mr Francesco Branca
Director, Department of Nutrition and Food Safety (NFS)
World Health Organization (WHO)
Geneva

Ms Chizuru Nishida
Unit Head
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)
World Health Organization (WHO)
Geneva

Mr Soren Madsen
Acting Unit Head
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)
World Health Organization (WHO)
Geneva

Dr Egle Granziera
Senior Legal Officer
Office of the Legal Counsel
World Health Organization (WHO)
Geneva

Mr Michael-Oliver Hinsch
Codex Trust Fund Administrator
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)
World Health Organization (WHO)
Geneva

Ms Haruka Igarashi
Technical Officer
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)
World Health Organization (WHO)
Geneva

Mr Robert Lynam
Codex Trust Fund Administrator
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)
World Health Organization (WHO)
Geneva

Ms Claudia Nannini
Legal Officer
Office of the Legal Counsel
World Health Organization (WHO)
Geneva

HOST SECRETARIAT

Mrs Coralie D'Agostino
CCGP Secretariat
SGAE - Premier Ministre
Paris

Mrs Franck Da Ros
Point de contact national
SGAE
Paris

Mrs Andrée Sontot
Point de contact national
SGAE
Paris

CODEX SECRETARIAT

Mr Tom Heilandt
Secretary, Codex Alimentarius Commission,
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mrs Sarah Cahill
Senior Food Standards Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Dr Hilde Kruse
Senior Food Standards Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr David Massey
Special Advisor
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr Sekitoleko Patrick
Food Standards Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Ms Lingping Zhang
Food Standards Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr Farid El Haffar
Technical Officer
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr Roberto Sciotti
Consultant
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr Giuseppe Di Chiera
Programme Specialist Consultant
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Ms Jocelyne Farruggia
Administrative Assistant
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Ms Ilaria Tarquinio
Programme Assistant
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mrs Florence Martin de Martino
Clerk
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr Peter Di Tommaso
Office Assistant
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Ms Elaine Raheer
Office Assistant
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

Mr Robert Damiano
IT Clerk
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Rome

CRITÈRES ET ORIENTATIONS SUR LES PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMITÉS DU CODEX ET AUX GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX SPÉCIAUX TRAVAILLANT PAR CORRESPONDANCE

1. Introduction

Les critères et les orientations sur les procédures présentés ci-après sont destinés à guider les travaux et le déroulement des sessions des comités du Codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux travaillant par correspondance (CTPC). Le Règlement intérieur de la Commission s'applique, *mutatis mutandis*, aux CTPC.

1.1 Définition

Le travail par correspondance désigne une modalité de travail que la Commission du Codex Alimentarius peut choisir d'assigner à un comité du Codex ou à un groupe intergouvernemental spécial, qui ne tiendra aucune session nécessitant la présence simultanée de tous les participants. Les comités ou les groupes intergouvernementaux spéciaux qui travaillent selon ce mode organisent des consultations formelles par correspondance entre les membres pendant une période comprise entre la session de la Commission qui a approuvé les travaux et celle au cours de laquelle ils doivent en rendre compte. Les comités et les groupes intergouvernementaux spéciaux qui sont chargés de travailler selon ce mode sont dénommés « comités travaillant par correspondance » (CTPC) dans le reste de ce document.

1.2 Valeurs du Codex

L'une des considérations primordiales et l'un des principes directeurs en ce qui concerne les CTPC est la nécessité de respecter et d'observer les valeurs fondamentales de la Commission, à savoir la collaboration, l'ouverture, la recherche du consensus et la transparence.

2. Décision de faire réaliser des travaux par correspondance

Au moment de décider si une proposition de nouveaux travaux approuvée peut être confiée à un CTPC, l'évaluation du Comité exécutif et de la Commission tiendra compte des critères suivants.

Critères	Référence
i. La portée, l'objectif et le contenu des travaux proposés	Document de projet
ii. La nature et la complexité des travaux proposés et leur histoire ancienne et plus récente au sein du Codex (il peut s'agir, entre autres, du calendrier prévu pour réaliser les travaux proposés)	Rapports de sessions Document de projet
iii. L'urgence et l'importance de ces travaux	Document de projet
iv. La disponibilité d'informations scientifiques appropriées ou d'autres informations sur lesquelles s'appuyer, notamment d'une assistance de la part d'organes d'experts	Document de projet
v. La possibilité de confier les travaux proposés à un comité en place disposant de l'expertise requise et se réunissant physiquement. Ce critère devrait être évalué en examinant notamment si on peut raisonnablement s'attendre à ce que les travaux soient achevés dans un délai prédéfini.	Mandat des comités du Codex en place

3. Vérification de la qualité de membre et des pouvoirs permettant de participer aux travaux du comité

Les dispositions qui régissent les réunions physiques des comités et des groupes de travail s'appliquent aussi à la composition¹ des CTPC et au pouvoir de représentation² dans les CTPC.

Les arrangements procéduraux du Codex disposent que toutes les informations officielles à destination des membres du Codex, y compris celles liées à la composition des comités et des groupes de travail et à la

¹ Se reporter à la Section I : Textes fondamentaux et définitions, Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, Article I : Composition.

² Se reporter à la Section I : Textes fondamentaux et définitions, Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, Article VI : Sessions.

participation aux réunions, doivent être communiquées par le biais des points de contact du Codex (PCC)³. Il est demandé aux membres et aux organisations ayant le statut d'observateur de désigner, par l'intermédiaire de leur PCC, un représentant ou chef de délégation unique. Le chef de délégation peut néanmoins être assisté d'un autre représentant habilité à répondre lorsque le chef de délégation l'y autorise (comme dans les réunions physiques).

Le statut et les pouvoirs des participants aux comités du Codex sont examinés et vérifiés par le Secrétariat du Codex, au regard des informations officielles fournies par les PCC.

Lorsque de nouveaux travaux sont confiés à un CTPC, il doit y avoir avant le début des travaux une période d'inscription bien définie, avec une date de début et une date de fin clairement établies, pendant laquelle les membres et les observateurs peuvent s'inscrire.

4. Sessions

Pour que les sessions des CTPC soient comparables à celles des comités tenant des réunions physiques, le terme « session » désigne, dans le cas d'un CTPC, une situation dans laquelle le comité organise des consultations formelles par correspondance entre ses membres pendant une période comprise entre la session de la Commission qui a approuvé les travaux et celle au cours de laquelle le CTPC doit en rendre compte.

Les langues de travail, les délais impartis pour l'exécution du programme de travail et les tâches à accomplir lors de la session du CTPC doivent être clairement établis par écrit et doivent avoir été convenus entre les membres au début de la session. En particulier, les délais prévus pour la préparation des documents de travail doivent être précisés⁴.

L'ordre du jour, les documents de travail et les rapports du comité sont publiés sur le site web du Codex.

Les travaux du comité et les documents qu'il produit sont soumis à l'examen critique du Comité exécutif avant d'être présentés à la Commission.

Chaque session du CTPC doit s'achever dans les délais prévus pour permettre au Comité exécutif de satisfaire aux exigences d'examen critique.

5. Langues

Les CTPC sont soumis, comme les autres organes subsidiaires de la Commission, aux règles d'utilisation des langues établies à l'article XIV du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius⁵.

Il incombe au gouvernement hôte de veiller à disposer de fonds suffisants pour faire traduire les documents de travail et le rapport.

6. Vérification du quorum (avant qu'un CTPC puisse commencer une session ou prendre une décision)

Le quorum est calculé conformément à l'article VI, paragraphe 7, du *Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius*⁵, comme lors des réunions physiques. Toutefois, dans le cadre des CTPC, l'inscription à une session vaut participation à la session.

À des fins de clarté et de transparence, la date limite d'inscription et la période de validité de l'inscription doivent être précisées.

L'absence de quorum doit être signalée à la Commission, qui se prononcera sur la conduite à tenir.

³ Se reporter à la Section VI : Membres de la Commission du Codex Alimentarius, Fonctions essentielles des points de contact du Codex.

⁴ Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires, Lignes directrices à l'usage des gouvernements hôtes de comités du Codex et de groupes intergouvernementaux spéciaux.

⁵ Se reporter à la Section I : Textes fondamentaux et définitions.

7. Rôle du président et du Secrétariat du Codex

Rôle du président

Les *Lignes directrices destinées aux présidents de comités du Codex ou de groupes intergouvernementaux spéciaux*⁶ s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux présidents de CTPC.

En particulier, les présidents de CTPC veillent à ce que :

- tous les échanges soient ouverts à l'ensemble des membres et observateurs inscrits et se déroulent de manière ouverte et transparente et conformément aux orientations ou protocoles établis par la Commission, le cas échéant ;
- toutes les questions soulevées soient pleinement traitées par le CTPC ;
- les membres aient la possibilité de répondre aux observations des autres membres ou de formuler d'autres observations à partir de celles-ci et disposent d'un délai suffisant pour le faire, comme c'est le cas lors des débats en temps réel en session plénière ;
- les rapports du comité mentionnent clairement toute divergence de vue substantielle concernant le contenu des travaux ou l'avancement d'une norme dans la procédure par étapes ;
- le CTPC mène ses travaux conformément aux règles et aux procédures établies dans le *Manuel de procédure* du Codex.

Le président d'un CTPC peut être assisté d'un ou de plusieurs coprésident(s).

Rôle du Secrétariat du Codex

Le Secrétariat du Codex exécute toutes ses tâches habituelles pour favoriser un fonctionnement efficace des CTPC. Il vérifie notamment les pouvoirs des participants, prépare et diffuse les rapports des comités et fournit des orientations et un appui au président sur les questions de procédure et les autres aspects liés aux travaux du CTPC.

Consensus

Les présidents de CTPC devraient faire tout leur possible pour favoriser la prise de décisions sur la base du consensus, par exemple en organisant des débats informels au moyen de technologies de communication à distance, et devraient aussi envisager d'appliquer les mesures décrites dans les *Lignes directrices destinées aux présidents de Comités du Codex ou de Groupes intergouvernementaux spéciaux*⁷ pour faciliter la réalisation du consensus pendant l'élaboration des normes au niveau d'un comité.

Interprétation des silences

Les moyens de communication permettant de faire part de son approbation ou d'une objection doivent être explicitement indiqués en amont des sessions. Concrètement, cela signifie qu'un silence, c'est-à-dire l'absence d'expression d'une opinion contraire ou d'une objection, sera interprété comme un accord tacite ou une absence d'opposition à l'avancement des travaux. Tous les membres du comité devraient être clairement informés de ce fait pour éviter les quiproquos lors du recueil d'observations sur des questions soumises à débat, notamment sur une proposition de conclusion au sujet de l'avancement d'une norme dans la procédure par étapes. Les présidents devraient prévoir un temps de réponse suffisant pour s'assurer qu'un silence ne résulte pas de problèmes techniques temporaires.

8. Avancement des normes et textes apparentés

Pour déterminer le degré de consensus lors de l'avancement d'une norme dans la procédure par étapes, les présidents de comités proposent généralement une conclusion qui est soumise aux membres et peut être modifiée puis représentée afin de parvenir au consensus. Les CTPC devraient appliquer la même procédure. Par exemple, un président pourrait proposer une conclusion sur l'avancement d'une norme en posant une question telle que « Y a-t-il des objections à l'avancement du projet de norme à l'étape X ? ».

Les CTPC pourraient employer une méthode similaire (ou une variante adéquate de celle-ci) pour déterminer le degré de consensus sur des points plus précis soumis à débat, tels que des modifications du texte.

Pour lever toute ambiguïté, il est précisé que lorsque les travaux sont menés par correspondance, formuler une réserve consiste à faire connaître sa position, laquelle sera inscrite dans le rapport de la session sur demande⁸.

⁶ Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires.

⁷ Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires.

⁸ Se reporter à la Section III : Directives pour les organes subsidiaires, Lignes directrices sur le déroulement des réunions de comités du codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux.

Solutions à disposition lorsqu'un CTPC ne peut faire avancer les travaux

Lorsqu'un CTPC ne peut faire avancer les travaux, il peut recommander au Comité exécutif / à la Commission que les travaux ne soient plus menés par correspondance et qu'une autre solution soit adoptée, par exemple et sans que cette liste soit limitative :

- i. la convocation d'une session nécessitant la présence simultanée de tous les participants ;
- ii. l'attribution des travaux à un comité (autre que le comité original) disposant de l'expertise requise sur le sujet traité et se réunissant physiquement ;
- iii. l'interruption des travaux.

En outre, le président peut, dans le cadre du processus d'examen critique, communiquer l'état d'avancement des travaux et les perspectives d'avancement au Comité exécutif / à la Commission pour examen.

Vote

Bien que les règles de procédure de la Commission prévoient la possibilité d'organiser un vote lorsque tous les efforts déployés pour parvenir à un consensus ont échoué, les CTPC ne doivent pas avoir recours au vote pour résoudre les divergences d'opinion.

L'utilisation d'autres mécanismes (tels que décrits *supra*) permettant de résoudre les divergences d'opinion et de faire avancer les travaux doit plutôt être proposée à la Commission pour examen.

9. Communication des résultats des travaux à la Commission

Les CTPC rendent compte de leurs travaux à la Commission. Comme les rapports des sessions physiques de comités du Codex, les rapports des sessions des CTPC sont préparés par le Secrétariat du Codex, en concertation avec le président.

Les conventions et pratiques applicables à l'élaboration des rapports des comités se réunissant physiquement devraient aussi s'appliquer, dans la mesure du possible, aux CTPC. Les rapports des CTPC devraient être objectifs et refléter pleinement les débats, les conclusions et les recommandations.

Les membres des CTPC peuvent demander à ce que leurs positions, notamment leurs réserves, ou leur opposition à une recommandation ou à une décision soient inscrites dans le rapport du comité.

Les membres des CTPC devraient s'abstenir de soulever des questions ou de demander l'insertion d'observations qui n'ont pas été mentionnées lors des débats, et de telles observations ne seront pas inscrites dans le rapport de la session, conformément aux procédures et pratiques de la Commission.

Les projets de rapport des CTPC devraient être mis à la disposition de tous les membres et observateurs du Codex qui étaient inscrits à la session dans un délai d'une semaine suivant l'épuisement de l'ordre du jour et la fin des débats en session plénière, pour examen et formulation d'observations dans les deux semaines suivant la diffusion du projet de rapport. Tous les membres devraient être clairement informés des procédures d'examen et de formulation d'observations.

Le Secrétariat du Codex devrait diffuser le rapport final, tel qu'adopté, dans au moins trois des langues de travail de la Commission, dans un délai maximal d'un mois après la clôture de la session du CTPC.